

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1947 - 19 janvier 1995 - 9 F

### D 1947 HAÏTI: UN NICARAGUAYEN À PORT-AU-PRINCE, OU LE PROJET DÉMOCRATIQUE PAR EN BAS

"Après l'échec magistral de l'armée nord-américaine en Somalie et après l'insurrection indienne au Chiapas le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), serions-nous à Haïti devant une nouvelle réalité où le géoculturel entre en compétitivité avec le géopolitique et le géoéconomique?" Cette remarque surprenante est de Xabier Gorostiaga, économiste, jésuite, recteur de l'Université centro-américaine de Managua (Nicaragua), au terme d'un voyage d'information à Haïti en novembre 1994, après le retour du président Aristide à Port-au-Prince (cf. DIAL D 1931 et 1944). Le recteur Gorostiaga n'est pas un inconnu du lecteur (cf. DIAL D 1765 et 1827). Son témoignage publié ci-dessous (tiré de la revue *Envío* de décembre 1994) est en réalité une analyse du climat politique et des enjeux d'une transformation en profondeur de la société haïtienne. Quelques chiffres élémentaires à rappeler: en 1990, les dépenses publiques en santé, éducation et nutrition ont été de moins de 8 dollars par personne; en 1987, 23 % seulement des Haïtiens ont eu accès aux services de santé, et 38 % seulement à l'eau potable; en 1994, 750.000 enfants seulement, sur un total de 2 millions, ont fréquenté l'école...

Note DIAL

## LA GÉOCULTURE COMME CLÉ D'INTERPRÉTATION D'HAÏTI?

par Xabier Gorostiaga, s.j.  
recteur de l'Université centro-américaine de Managua

*Aristide est de retour.  
Il a été prophète. Il a été prêtre. Aujourd'hui il est "roi".  
Son mouvement politique Lavalas (l'avalanche)  
a perdu beaucoup de ses cadres et de ses militants.  
Mais il est là. Il n'a pas de tête, mais mille pattes.  
Il est là, disposé à bâtir l'avenir.*

Haïti est un très petit pays, mais un pays très compliqué. Ce qui se passe ou va se passer sur les 27.000 km<sup>2</sup> de la toute petite moitié de cette île moyenne des Caraïbes peut être d'une extrême importance. Est-ce le début d'une véritable expérience d'après guerre froide dans les rapports des Etats-Unis avec un pays latino-américain? Ou un nouveau cas de déception, dans la parfaite continuité d'une politique nord-américaine erronée vis-à-vis de son arrière-cour?

### L'armée nord-américaine est partout

J'ai suivi de très près l'histoire récente d'Haïti, particulièrement depuis le *déchoukage* de Jean-Claude Duvalier en 1986. Après le renversement de cette dictature dynastique, j'ai participé un mois durant à plusieurs séminaires avec les communautés

de base et à l'université d'Haïti. En février 1991 le président Aristide m'avait invité à son investiture. Je viens de retourner à Haïti. Ma visite a coïncidé avec l'installation, le 7 novembre, du nouveau gouvernement. Un mois à peine s'était écoulé depuis le retour d'Aristide et "l'intervention amicale" de l'armée des Etats-Unis.

Après une aussi brève visite, et compte tenu d'une implication si affective et amicale de ma part à Haïti et avec Jean-Bertrand Aristide, il m'est difficile de procéder à une analyse objective et significative. Le plus difficile c'est l'objectivité, quand on vient d'Amérique centrale: d'un Panama qui a été envahi<sup>1</sup>, du Nicaragua et d'El Salvador dans leur après-guerre dramatique<sup>2</sup>.

Mes catégories mentales et mes fibres affectives ressentent un véritable tremblement de terre quand, à mon arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince, je le vois occupé par l'armée nord-américaine, quand je traverse les rues et croise les patrouilles permanentes des véhicules hérissés de canons de l'armée nord-américaine et, surtout quand, à l'invitation du président Aristide, j'entre dans son palais et que ce sont des officiers de l'armée nord-américaine qui me reçoivent et me contrôlent avant d'entrer dans les bureaux de la présidence.

Devant une telle mise en scène, il n'est pas étonnant que des médias du Nicaragua et d'Amérique centrale, médias amis d'Haïti et d'Aristide, aient parlé du "lavage de cerveau" que les *gringos* lui ont infligé, de cooptation à propos de son nouveau gouvernement, de fin tragique d'une expérience que beaucoup d'entre nous considérons comme la première révolution pacifique de la société civile en Amérique latine.

#### "Aristide les a amenés !"

Quand, le samedi 3 novembre, Gérard Pierre Charles et Rony Smarth m'ont réceptionné à l'aéroport de Port-au-Prince, à ma question sur le rôle joué par les troupes nord-américaines Gérard a répondu: "*Les ennemis de mes ennemis peuvent être des collaborateurs*"; "*pour combien de temps?*", ai-je insisté. Il m'a alors répondu par un sourire équivoque qui m'accompagne encore.

J'ai posé la même question à d'innombrables amis des communautés chrétiennes de base, à des théologiens, des intellectuels et des artistes. En général, ce qui prédomine chez eux c'est l'espoir; j'ai même trouvé un certain degré d'optimisme. Mais la réponse sans doute la plus surprenante et probablement la plus haïtienne de toutes est celle que m'ont donnée les habitants de Cité Soleil. Je cheminai dans l'endroit le plus pauvre et insalubre que j'ai jamais connu, encore plus misérable que les *favelas* de Rio ou de São Paulo ou que les *poblaciones* du Chili, de Lima ou de Bolivie. Pire que les innombrables *acahualincas* d'Amérique centrale. Aucun endroit aussi désolant. Quand j'ai posé la même question sur les Nord-Américains aux très pauvres et allègres Haïtiens de Cité Soleil, ils m'ont répondu: "*C'est pas les gringos qui ont ramené Aristide. C'est Aristide qui a amené les gringos pour nous délivrer des tontons macoutes et de Cédras*".

L'unanimité était totale dans les commentaires nombreux et embrouillés de ces Haïtiens qui cherchaient à bien m'expliquer les choses pour que je comprenne mieux que c'était Aristide qui avait amené les *gringos* et qui allait bientôt amener aussi Clinton. "*Ça, c'est une victoire d'Aristide, me disaient-ils. Vous avez repéré qu'Aristide est arrivé avec treize hélicoptères et que lui, il venait dans l'hélicoptère n° 3 ?*" J'ai dû demander aux deux compagnons jésuites haïtiens qui m'accompagnaient de m'expliquer la signification "cabalistique" et culturelle du chiffre 13 et du chiffre 3. Ce n'est qu'ainsi que j'ai réussi à comprendre la "stratégie militaire" d'Aristide, inscrite dans les chiffres des hélicoptères nord-américains.

<sup>1</sup> Cf. DIAL D 1458 et 1469 (NdT).

<sup>2</sup> X. Gorostiaga, économiste, a d'abord travaillé au Panama, avant de travailler avec les jésuites de l'Université centro-américaine de San Salvador, et de devenir recteur de celle de Managua à la mort du jésuite César Jérez (NdT).

## De grandes questions

Je pourrais évoquer encore bien d'autres anecdotes dans lesquelles le culturel prévaut sur le politique et sur l'économique. La clé culturelle est ardue quand on est économiste. Mais si on n'entre pas avec la clé culturelle dans ce pays, il ne peut être que très difficile d'interpréter son histoire et sa réalité actuelle.

Haïti est incompréhensible si on ne situe pas la crise du pays dans la perspective de celle de la Somalie, du Chiapas, du Rwanda, et de la crise permanente et incontrôlable de la Bosnie. Haïti est incompréhensible, également, sans la guerre du Golfe, la défaite militaire de Saddam Hussein et la permanence de Saddam Hussein au gouvernement, dans l'incapacité de la communauté occidentale à le faire tomber. Haïti est incompréhensible sans l'invasion du Panama et la défaite électorale du "gouvernement aux ordres" que les Etats-Unis ont installé au Panama avec le président Endara<sup>3</sup>. L'échec de cette formule *made in USA* a été patent aux dernières élections qui ont donné la victoire totale aux forces progressistes et nationalistes panaméennes, celles du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) et du nouveau parti Papá Egoró.

Je n'ai que des questions. Avec Haïti, serions-nous en train de faire, dans ces chauds tropiques des Caraïbes et d'Amérique centrale, la première expérience de l'après-guerre froide? Après l'échec magistral de l'armée nord-américaine en Somalie et après l'insurrection indienne au Chiapas le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA)<sup>4</sup>, serions-nous à Haïti devant une nouvelle réalité où le géoculturel entre en compétitivité avec le géopolitique et le géo-économique? Ne serions-nous pas en train d'entrer dans une ère d'incertitudes qui touchent même les plus fanatiques défenseurs du néolibéralisme ne pouvant pas ne pas reconnaître l'échec de leurs politiques néolibérales en Afrique, en Amérique latine, et jusque dans un pays comme le Mexique, présenté comme modèle<sup>5</sup> ? N'est-ce pas le prochain Sommet social de Copenhague, en mars 1995, qui analysera la pauvreté, le chômage et l'intégration sociale, point de rupture d'une vision idéologique et totalitaire de l'économie de marché comme base de construction de la démocratie?

Toutes ces questions dépassent évidemment le cas d'Haïti. Mais nous ne saurions interpréter Haïti de façon adéquate sans garder quelque chose de cet ensemble de questions dans la tête et dans le coeur.

### "Je devrai parler davantage"

Le 7 novembre le nouveau gouvernement du président Aristide prenait ses fonctions. "*Nous entrons dans une nouvelle phase de la restauration du pouvoir démocratique en Haïti*", commente pour moi Aristide, qui remettra au cabinet ministériel les rênes du gouvernement pour s'appliquer, de son côté, à connaître et satisfaire les demandes accumulées par la population durant les dernières années.

On a critiqué Jean-Bertrand Aristide pour avoir été extrêmement précautionneux et temporisateur dans le choix de ce cabinet ministériel pluraliste. On le critique pour le fait de rester caché, pour sa faible présence publique, pour son silence et sa lenteur. Dans la rencontre de plus de deux heures que j'ai eue avec lui le 7 novembre, je lui ai rappelé ces critiques. "*Certainement, m'a dit Aristide, il s'est agi d'un processus lent. Pouvait-il être plus rapide? Le palais présidentiel a été totalement pillé. Il n'y avait ici ni téléphone ni eau ni bureaux ni sièges. Rien. Tout a été subtilisé. Pouvoir communiquer, pouvoir me réunir avec les personnes a été extrêmement difficile. Une tâche complexe pour des raisons d'infrastructure et aussi de sécurité. Je ne peux être*

<sup>3</sup> Aux élections présidentielles de mai 1994, Guillermo Endara était supplanté par Ernesto Pérez Balladares, du parti de l'ancien général Noriega aujourd'hui en prison aux Etats-Unis (NdT).

<sup>4</sup> Cf. DIAL D 1842 (NdT).

<sup>5</sup> L'article, prémonitoire en ce qui concerne le Mexique, a été écrit par l'auteur avant l'effondrement monétaire du peso mexicain le 20 décembre 1994 (NdT).

FAC-SIMILÉ DE LA LETTRE DE RENONCIATION AU SACERDOCE  
DU PRÉSIDENT ARISTIDE



*Le Président  
de la République d'Haïti*

PRH/MCC/038

Port-au-Prince, le 17 octobre 1994

Son Excellence  
Monseigneur François Gayot  
Président de la Conférence Episcopale d'Haïti  
Evêché du Cap-Haïtien.

Excellence,

Vous m'avez demandé de renoncer au sacerdoce pour la croissance des relations harmonieuses à établir entre deux Chefs d'Etat:

Le Chef d'Etat du Vatican  
et  
Le Chef d'Etat de la République d'Haïti.

A la lumière du 15 octobre 1994 où nos yeux contemplant l'éclosion des fleurs de paix, de réconciliation et d'amour, j'ai décidé, Excellence, d'agréer votre demande.

Que le Dieu d'Amour guide nos pas  
Pour le Salut de notre Haïti chérie.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jean-Bertrand Aristide'.

Jean-Bertrand Aristide

trop cause de tension pour l'armée américaine avec mes apparitions en public ou mes déplacements. Un incident involontaire pourrait se produire. Les soldats nord-américains n'ont pas l'habitude des foules qui cherchent à toucher leur président ou à parler avec lui. De plus, le FRAPH et les "tontons macoutes" ont toujours beaucoup d'armes en leur possession.

C'est sûr, jusqu'à maintenant je n'ai pas suffisamment pris la parole. Je vais le faire quand le gouvernement sera installé. Au début, il était important d'entendre tous les milieux et de dresser un état des forces et des attentes qui existent aujourd'hui à Haïti. Je pense qu'une étape vient de commencer au cours de laquelle je devrai parler plus souvent. Je pourrai me déplacer plus librement dès qu'il y aura un minimum de garanties."

Avant de quitter le bureau présidentiel, j'ai demandé à Aristide quels étaient ses plans pour l'avenir. Il m'a confirmé sa volonté de travailler à nouveau avec la base, pour la formation et l'organisation du peuple. Il n'a montré aucun intérêt à être réélu, à continuer dans une charge présidentielle où ne résident ni le pouvoir ni la capacité de transformer Haïti.

### Renonciation au sacerdoce

Le président Aristide a fait devant moi allusion à la faiblesse de l'aide internationale reçue, en dépit de tant et tant de généreuses propositions. Il a cependant confiance dans le fait que, avec le nouveau gouvernement et avec des ministres aux différents postes, l'aide internationale commencera à arriver pour les projets appropriés.

Du point de vue institutionnel, l'étape suivante qu'attend le pays est la préparation des élections parlementaires. Aristide voudrait qu'elles aient lieu tout de suite, si possible dès le début janvier.

Il m'a également raconté que cette semaine même il irait à Cap Haïtien rencontrer Mgr François Gayot, président de la conférence épiscopale, pour améliorer les relations avec la hiérarchie de l'Eglise. Il m'a remis la brève mais éloquente lettre de renonciation à son sacerdoce que la hiérarchie ecclésiastique avait exigée depuis 1990, une exigence réitérée à son retour à Haïti. Aristide m'a confié que renoncer au sacerdoce avait été l'un des moments les plus tristes de sa vie. "Comme si on m'avait coupé un bras sans anesthésie", m'a-t-il dit. Mais il considère qu'accepter cette exigence est fondamental pour une normalisation des relations avec le Vatican et pour obtenir que le nonce présente ses lettres de créance. De toute façon Aristide était préoccupé de la réaction des communautés chrétiennes, et il avait demandé aux prêtres et aux religieuses de préparer une lettre pastorale pour expliquer aux gens sa décision.

### Le développement "par en bas"

Après les élections parlementaires, Aristide considère que le pays entrera dans "le plus difficile": la relance économique et les nouveaux plans de développement. J'ai exprimé au président mes sérieuses préoccupations de voir appliquer à Haïti les politiques d'ajustement structurel orthodoxe qui ont été appliquées au Nicaragua et en Amérique centrale. Aristide m'a déclaré que, même si Haïti a des problèmes plus graves qu'en Amérique centrale, il peut aussi compter sur certains avantages comparatifs: ne pas avoir de dette extérieure, et disposer d'un flux de transferts familiaux en provenance des Haïtiens des Etats-Unis supérieur à 400 millions de dollars annuels. C'est pourquoi il a institué un ministère de la diaspora haïtienne, afin de canaliser de façon efficace et autonome ces fonds et ce capital humain des nombreux émigrants.

Aristide entend organiser un *développement par en bas*. Il cherche à mobiliser la population en donnant la priorité à son éducation et à la satisfaction croissante de ses besoins primaires. Il veut que le peuple expérimente que c'est par ses propres efforts, plus que par l'aide internationale, qu'il pourra en finir avec sa situation d'extrême misère et parvenir à une pauvreté digne.

Parmi les préoccupations que je lui ai partagées, j'ai insisté sur le fait que les organismes financiers internationaux n'ont guère fait preuve jusqu'à maintenant d'aptitude à comprendre une telle politique de développement par en bas, de *trickling up*. Et qu'au contraire ils maintiennent une politique d'ajustement fondée sur le marché, en rêvant toujours du *trickling down*, une croissance qui déverse les richesses du haut vers le bas, un "rêve" qui n'est devenu réalité en aucun pays du monde.

Aristide est conscient du caractère ardu du défi économique et de la nécessité de préparer l'exécutif et le Parlement à prendre toute la place qui leur revient pour entreprendre un développement répondant aux dramatiques conditions d'Haïti. Il est également convaincu de la nécessité d'une révolution écologique pour transformer cette région montagneuse aride qu'est Haïti en un exemple de récupération de l'environnement par la culture et les énergies de toute la population. "*L'essentiel, insistait-il auprès de moi, c'est l'effort d'éducation et l'investissement en capital humain.*"

### La République Dominicaine et Cuba

Le nouveau ministre des relations extérieures d'Haïti, Mme Claudette Werleigh, était la candidate préférée d'Aristide pour la charge de premier ministre.

Connue au Vatican pour son engagement de laïque chrétienne, dans les ONG et les organismes internationaux pour son travail d'éducation pendant de nombreuses années, Claudette fait preuve d'un calme et d'une sérénité enviables tandis qu'elle me décrit les formidables problèmes qu'affronte le pays. Elle m'a manifesté son intérêt à jouer un rôle actif dans l'Association d'Etats caraïbes récemment créée lors du Sommet de Miami (décembre 1994)<sup>6</sup> et au prochain Sommet social de Copenhague en mars 1995.

Elle a été surprise et s'est montrée préoccupée quand je lui ai communiqué les journaux de République Dominicaine du 5 novembre. Alors qu'était annoncée en première page la possibilité d'un accord commercial entre Saint-Domingue, Haïti et les Etats-Unis, elle ignorait tout de cette proposition.

Les relations entre Haïti et la République Dominicaine ainsi que la nécessité de liens entre les deux pays qui se partagent l'île sont un thème urgent. Il faut éviter que ce qu'on appelle à Saint-Domingue le *boom haïtien* se transforme en commercialisation de l'aide à Haïti, et que ce pays soit inondé par des produits de Saint-Domingue et de Miami par la frontière commune.

La venue d'un groupe de parlementaires dominicains en novembre a permis de définir des règles constructives pour l'avenir, de façon à mettre un terme au triste rôle joué ces années passées par l'armée dominicaine et par une élite de ce pays en matière de viol de l'embargo international par la contrebande d'essence et le trafic de stupéfiants, ce qui a contribué à enrichir encore plus les militaires de Cédras.

Le ministre des relations extérieures a également souligné que ce qui se passe à Cuba est déterminant pour Haïti.

Les rapports avec la diaspora haïtienne et les relations spéciales avec la France et le Canada sont des points fondamentaux de la politique extérieure qu'elle entend mener.

### Cinq suggestions

A l'invitation du CRESFED - un centre membre de la Coordination régionale d'investigations économiques et sociales (CRIES) - et avec l'extraordinaire traduction et les commentaires de Gérard Pierre Charles en créole, j'ai accepté l'invitation à donner à Port-au-Prince une conférence sur la situation au Nicaragua et en Amérique centrale. Pour finir, elle s'est transformée en une réflexion comparée entre l'Amérique centrale et Haïti. Dans cette perspective, je me suis permis de faire plusieurs suggestions aux Haïtiens. Cinq, concrètement:

---

<sup>6</sup> A l'initiative des Etats-Unis se tenait à Miami, du 9 au 11 décembre 1994, le 1er Sommet des Amériques avec la participation de quelque trente-cinq chefs d'Etats (moins Cuba) (NdT).

1) L'élaboration d'un pacte économique et social qui permet de créer un consensus national pour faire face à la dramatique situation du pays.

2) La création d'un Conseil économique et social, avec autonomie du cabinet économique - et l'approbation du président de la République - pour servir de caisse de résonance et d'exercice de transparence et de réflexion sur la totalité du processus de relance économique.

3) La création d'un Conseil national des ONG pour définir au plan national les règles du jeu de la coopération internationale à Haïti. Sinon, la coopération internationale risque de jouer un rôle de polarisation et de ne pas laisser d'espace à la recherche et à la découverte d'une solution réellement haïtienne. La coopération internationale et les ONG qui n'accepteraient pas les conditions posées par Haïti ne devront pas être acceptées dans le pays.

4) La nécessité d'une transparence absolue en matière de budget et de coopération extérieure, de façon à ce que ces deux conseils soient capables de prévoir les événements et de mobiliser les acteurs sociaux.

5) Exiger des organismes de financement internationaux qu'ils créent une commission nationale de coordination, de sorte que leurs efforts et leurs aides ne se heurtent pas.

Ces suggestions, nées de l'expérience du Nicaragua et de l'Amérique centrale, pourraient sans doute aider les Haïtiens à éviter les coûts inutiles que nous, Centro-Américains, avons payés dans notre chair.

#### Prophète, prêtre et roi

Je suis allé visiter l'église Don Bosco, toujours détruite par le feu, où j'avais fait la connaissance de Jean-Bertrand Aristide, le Père Titid, voici plusieurs années. Je suis également allé sur la tombe du Père Jean-Marie Vincent, religieux assassiné quelques jours avant le retour d'Aristide, un de ses meilleurs amis et conseillers. J'ai parlé avec des dirigeants des communautés chrétiennes et avec des théologiens, chez lesquels j'ai clairement perçu un grand espoir. Un espoir tellement grand que j'ai eu parfois du mal à le faire mien.

Alors que je les interrogeais sur l'espace dont dispose Aristide pour se défendre de la cooptation nord-américaine, sur les pressions des évêques, et sur sa renonciation au sacerdoce par suite de ces pressions, un émouvant compagnon jésuite haïtien m'a répondu: *"Aristide a été un prophète, il est prêtre, il lui revient aujourd'hui d'être roi (président). Ces trois charismes chrétiens peuvent difficilement être vécus ensemble et intégralement. Aujourd'hui c'est l'heure et le temps de la sagesse du gouvernement d'Aristide. Il devra soumettre à ce charisme le charisme de prophète et celui de prêtre."*

C'est cette interprétation des faits qui prévaut dans les communautés chrétiennes. Elles considèrent que, avec l'établissement d'une relation nouvelle et plus positive avec le Vatican, plusieurs évêques prendront des positions plus bienveillantes et coopèreront à la reconstruction du pays. Mais il n'y a pas d'oubli et on note dans les communautés chrétiennes un fort ressentiment envers le Vatican qui a été le seul gouvernement au monde à reconnaître le gouvernement des militaires de Cédras auteurs du coup d'Etat. Tout indique qu'il faudra un temps de réflexion pour que la communauté chrétienne accepte le renoncement de Jean-Bertrand Aristide au sacerdoce.

#### Questions et critiques

Au cours des journées chargées à l'extrême de nouvelles expériences et réflexions, j'ai pu me réunir avec des groupes d'intellectuels et artistes haïtiens. Chez eux aussi dominaient des sentiments d'espoir constructif, tout en restant réalistes devant les conditionnements évidents, les limitations et les manques d'espace qui sont aujourd'hui le lot d'Aristide. Ils sont tous d'accord sur le fait que le processus actuel sera lent et qu'il faudra au moins dix ans pour parvenir à consolider une nouvelle étape dans l'histoire et le développement d'Haïti.

Chez les étudiants et les professeurs de l'université, le climat que j'ai rencontré était beaucoup plus questionneur, voire agressif. Des critiques enflammées contre la lenteur d'Aristide et contre ses concessions à la bourgeoisie. Ils n'étaient pas satisfaits de la composition du nouveau gouvernement et rejetaient en particulier le nouveau ministre de la construction. Ils ont répété à plusieurs reprises que l'expérience d'Haïti n'était pas autre chose qu'une répétition générale d'une invasion d'Haïti, et que ce seraient les politiques de l'Agence pour le développement international (AID), du Fonds monétaire et de la Banque mondiale qui détermineraient l'avenir du pays et non pas le gouvernement haïtien. Leurs critiques ont été particulièrement acerbes contre l'AID et les nouvelles ONG en train d'envahir le pays. *"Ils fabriquent des ONG artificielles pour diviser les ONG historiques qui travaillent depuis des années à Haïti"*, disaient-ils.

J'ai rencontré les mêmes critiques chez de nombreux et divers journalistes étrangers qui pensent qu'une nouvelle déstabilisation est en préparation pour 1995. Ce sont ces journalistes étrangers qui relevaient, comme problème potentiel, l'attitude de l'armée nord-américaine qui ne cherche pas à désarmer les "escadrons" du FRAPH. Dans l'intérieur du pays surtout, on connaît les lieux où le FRAPH cache des armes et la population en informe l'armée nord-américaine, mais les armes ne sont pas confisquées. *"Ils montent un gouvernement parallèle d'ONG et du FRAPH pour empêcher Aristide d'avoir son autonomie pour gouverner"*, disent bien des gens.

Ces réunions n'ont pas été faciles avec les étudiants, qui sont des militants de base, et avec leurs professeurs universitaires. J'ai noté chez eux beaucoup d'irritation devant l'absence de réponse à leurs préoccupations et devant le manque de cadre suffisant de participation. J'ai également perçu une division entre les positions de l'Organisation du parti lavalas (OPL) et celles du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), la coalition qui a porté Aristide au pouvoir et dont le candidat aux prochaines élections présidentielles est le maire de Port-au-Prince, Paul Evans.

### Le dilemme de Clinton

Aristide m'a déclaré à différents moments de notre rencontre sa sympathie envers le président Clinton et sa confiance dans la possibilité du maintien de relations constructives avec Washington. Il pensait même que Clinton pourrait venir prochainement en visite à Haïti.

Les élections législatives de novembre aux Etats-Unis permettent-elles d'entretenir ces espoirs? Clinton - aujourd'hui "sonné" par les républicains - aura-t-il toute latitude pour tenir ses promesses et ses engagements envers Aristide? Est-ce que ce sont "les Jesse Helms"<sup>7</sup> du nouveau Sénat, du nouveau Congrès et des nouveaux gouverneurs républicains qui détruiront toute possibilité d'instauration à Haïti d'une politique plus constructive des Etats-Unis envers l'Amérique latine? Est-ce que ce sont les déclarations de Helms sur Cuba et Haïti ainsi que la loi 187 de Wilson en Californie<sup>8</sup> qui vont dominer la politique étrangère nord-américaine?

Le Sommet de Miami<sup>9</sup> doit offrir aux pays latino-américains la possibilité de revoir et d'actualiser leur agenda avec les États-Unis. Et Haïti doit partager avec l'Amérique latine son expérience et exiger de Washington et des Nations unies le respect de tous les engagements des accords de New-York.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

<sup>7</sup> J. Helms, extrême-droite du Parti républicain, est le nouveau responsable de la commission des affaires étrangères du Sénat (NdT).

<sup>8</sup> Le 8 novembre 1994, les électeurs de Californie approuvaient par référendum une loi privant les immigrants illégaux du bénéfice des services sociaux de l'Etat (NdT).

<sup>9</sup> Cf. note 6 (NdT).